

POLITIQUE REVENU UNIVERSEL DE BASE

1 200 euros pour tous, sans condition ?

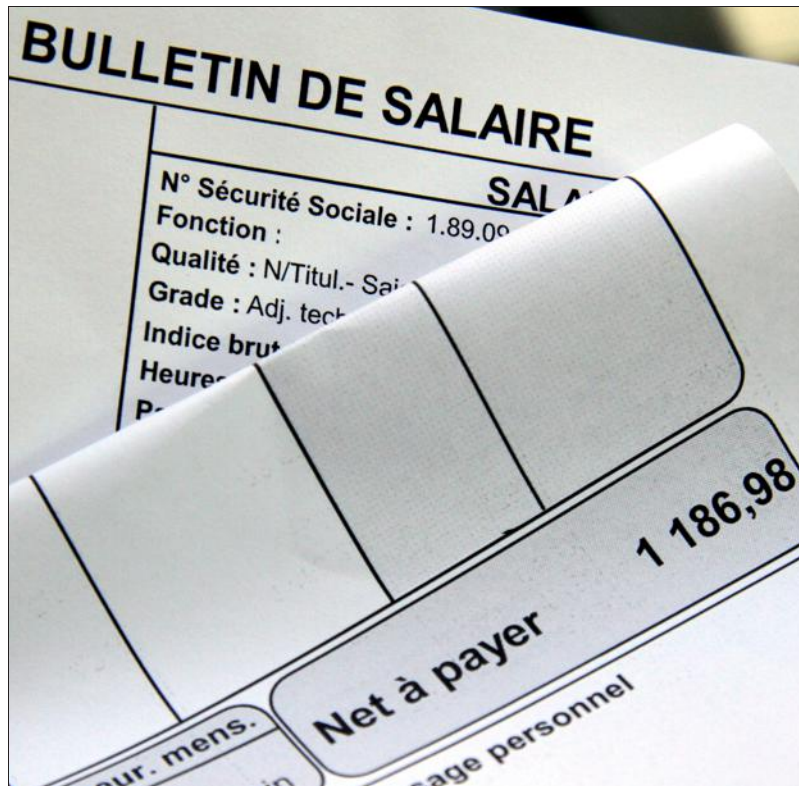
Avec la révolution numérique et ses robots destructeurs d'emplois, refait surface la vieille idée d'un revenu minimum universel. Mais le diable est dans les détails...

Une folie, l'idée d'un revenu universel de base ? Juste une utopie ? Ou déjà un projet ? Le fait est qu'on en parle de plus en plus. Chez nos voisins suisses, qui votent ce dimanche, mais aussi en Finlande, aux Pays-Bas, en Allemagne... Et désormais en France, au plus haut niveau : le revenu universel est « une idée qu'il faut mettre dans le débat public », déclarait récemment Manuel Valls, en meeting à Évry. De quoi s'agit-il ? D'une idée simple, dans son principe : un revenu versé à chacun, indépendamment de sa situation, donc « universel » ; et un revenu « de base », suffisant pour assurer les besoins essentiels.

La menace numérique

Mais pourquoi en parler maintenant ? Parce que le chômage paraît s'installer dans nos sociétés comme une réalité durable, sinon permanente, laissant toujours plus de personnes sans revenu tiré d'un travail. En France, le nombre d'allocataires de minima sociaux (RSA, minimum vieillesse, adulte handicapé, allocation-chômage de fin de droit...) atteignait 4 millions de personnes en 2014, contre 3,3 millions en 2000. Avec les ayants droit, ce sont déjà « plus de six millions d'individus » qui vivent de ces minima, souligne l'Observatoire des inégalités.

Et ça va encore s'aggraver, estime le député Pascal Terrasse (PS, Ardèche) : l'économie numérique et ses robots devraient supprimer « des millions d'emplois » (voir ci-contre).



■ Il faudra sans doute « cinq, dix, quinze ans », reconnaissait Manuel Valls à Évry, avant que le revenu universel devienne réalité. Photo Julio PELAEZ

C'est l'économiste américain Robert Gordon qui, le premier, a tiré la sonnette d'alarme sur le côté destructeur du numérique, prédisant « une grande stagnation » économique. Mais tout le monde n'est pas d'accord. Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, par exemple, affirment dans *Le Deuxième âge de la machine* (Ed. Odile Jacob) que la révolution numérique, comme avant elle la révolution industrielle, va créer plus d'emplois qu'elle n'en détruira.

De droite et de gauche

Dans tous les cas, cette incertitude a

relancé l'idée du revenu universel. Sauf que tout le monde ne parle pas de la même chose, souligne le député Christophe Sirugue (PS, Saône-et-Loire) dans un récent rapport sur les minima sociaux. Pour certains, plutôt à gauche, il s'agit de lutter contre la pauvreté, et renforcer ainsi l'État providence. Pour d'autres, plus libéraux, c'est au contraire un moyen de mettre bas l'actuel système de protection sociale, dont la complexité (donc le coût) s'effacerait devant cette allocation minimale unique.

En France, le revenu universel fait ainsi l'objet d'amendements à la fois de

REPÈRES

■ Les arguments des "pour"

Un revenu universel permettrait à chacun de lutter contre l'extrême pauvreté. Il pourrait valoriser davantage des activités qui ne le sont aujourd'hui pas sur le marché : bénévolat d'utilité sociale, activités artistiques, etc. Il offrirait aux employés la possibilité de négocier leur salaire avec plus de flexibilité et de refuser des travaux trop pénibles ou des conditions de travail déplorables. Le Revenu de base inconditionnel (RBI) est une mesure soutenable financièrement.

■ Et des "contre"

Le RBI a un coût élevé et nécessiterait de nouvelles taxes pour le financer et pourrait engendrer une baisse des salaires. Il dévaloriserait le travail. Beaucoup de gens cesseraient de travailler ce qui entraînerait des pertes fiscales mais aussi une diminution de la richesse produite et un appauvrissement de l'économie.

Delphine Batho, proche des frondeurs socialistes, et de Frédéric Lefebvre, des Républicains. En Suisse, il est supporté par des libéraux à Zürich et des socialistes à Genève...

Il faudra sans doute « cinq, dix, quinze ans », reconnaissait Manuel Valls à Évry, avant que le revenu universel devienne réalité. Aujourd'hui, il diviserait les Français en deux parts égales, selon un sondage BVA. Les électeurs de gauche seraient plutôt favorables, et ceux de droite, opposés. Un thème idéal pour la campagne électorale qui va s'ouvrir...

Francis Brochet

Les Suisses votent aujourd'hui sur un revenu universel

Certains ont évoqué la somme de 2 500 francs (2 250 euros) par personne, en réalité le texte mis au vote aujourd'hui en Suisse ne fixe pas de montant. Il propose juste de créer ce principe de revenu pour tous, de la naissance à la mort, sans aucune contrepartie. Mais l'adoption de l'initiative n'est pas la tendance. 71 % des votants refuseraient le texte selon le dernier sondage de l'institut Gfs. bern. Le texte veut émanciper l'individu en « couvrant les besoins fondamentaux, les autres revenus se chargeant alors de compléter le revenu de base inconditionnel (RBI) en apportant la part de confort », explique le comité pour le "oui". Selon ses partisans, le RBI permettra donc à chacun de se consacrer à ce qui lui plaît, sans tuer pour autant le travail. « Les gens ne chercheront plus un emploi pour survivre, mais parce que personne ne souhaite se contenter du minimum. » Côté financement ? « Le RBI ne coûte pas plus cher que le système actuel », veulent croire ses promoteurs, puisqu'il « se substitue à la plupart des prestations sociales jusqu'à la hauteur de son montant ». Reste qu'un revenu universel pose aussi d'importants problèmes d'équité ou d'efficacité, soulignés également par des économistes de gauche et de droite lors de la campagne.

Pascal Terrasse, Député (PS, Ardèche), auteur d'un rapport sur l'économie numérique

« On est en train de changer de monde »

Pourquoi proposer aujourd'hui un revenu de base ?

« C'est une idée portée par un grand nombre d'économistes reconnus au niveau international : permettre à chacun de disposer d'un revenu pour pouvoir vivre correctement. Il pourrait tourner autour de 1 200 euros, le même pour tous, et se substituerait à toutes les aides sociales existantes. Cette idée s'impose à nous, car nous savons que la numérisation et la robotisation de l'économie vont changer le monde du travail, avec des conséquences considérables sur l'emploi. »

Ne serait-ce pas un encouragement à ne rien faire ?

« On peut imaginer de conditionner ce revenu à un travail : il y a aujourd'hui des tas d'activités non satisfaites, qui ne dégagent pas de revenu à proprement parler, mais sont très utiles à la société : dans le milieu associatif et

le bénévolat, avec les enfants, les personnes âgées... Il faut ouvrir ce débat sans a priori. Je ne propose pas de construire une société de l'assistanat, je réfléchis en prospectiviste politique : dans dix ou quinze ans, inévitablement, le développement du numérique dans l'économie va supprimer des millions d'emplois. »

Le revenu universel de base sera-t-il dans le programme présidentiel du candidat de gauche ?

« Il sera abordé dans la campagne, mais le projet est loin d'être mûr : il suffit de voir comment certains réfutent encore le RSA. Il faudra au moins deux présidentielles pour vraiment comprendre qu'on est en train de changer de société, de monde économique. »

Recueilli par Francis Brochet



■ Photo R. CHARBONNIER